

4ème Congrès du SNESup du Portugal

13-15 novembre 2014

Intervention de Marc Delepouve, secrétaire national du SNESUP-FSU, France.



## L'enseignement supérieur et la science De plus en plus réduits à un instrument de la compétitivité économique Soumis aux demandes des entreprises

### *Vers des campagnes et des mobilisations syndicales européennes*

Il y a plus de vingt ans, en décembre 1993, le livre blanc *Pour entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle*, sous titré *Emploi – Croissance – Compétitivité*, était adopté par le Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement. Ce livre était traversé par une ligne directrice dogmatique : l'ouverture toujours plus grande des frontières de l'Union européenne (UE) aux échanges commerciaux et aux investissements. Un an plus tard, le 1<sup>er</sup> janvier 1995 l'Organisation mondiale du commerce (OMC) entrait en vigueur. Aujourd'hui, la signature d'accords bilatéraux de libre échange se multiplie ; c'est en ce sens qu'en juillet 2013 ont débuté entre l'UE et les États-Unis les négociations d'un traité transatlantique portant sur le commerce et l'investissement.

Une conséquence de la mise en place de ce libre échange tous azimuts, est l'intensification de l'affrontement économique entre l'UE et l'ensemble des régions et pays du monde. D'où une soumission croissante des activités humaines à une mobilisation générale pour défendre et renforcer le territoire économique européen. La politique de l'Union et celle de ses États membres sont toujours plus centrées sur cette situation de guerre économique. Il en est de même partout dans le monde.

L'une des armes économiques de tout premier plan est l'innovation, entendue au service des entreprises ; c'est pourquoi la politique de recherche et d'enseignement supérieur de l'UE et celles des États membres sont toujours davantage orientées vers cette innovation. Le programme européen de recherche et d'innovation *Horizon 2020*, qui couvre la période 2014-2020, constitue ainsi une pièce maîtresse de la stratégie générale de guerre économique. Un autre instrument de cette guerre économique est le *Processus de Bologne*. Certes, ce processus présente certains aspects avec lesquels le SNESUP-FSU de France est d'accord. Par exemple faciliter la mobilité européenne et internationale des étudiants et des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche. En outre, grâce aux interventions de l'European Student Union (ESU), le syndicat européen des étudiants, et grâce aux interventions du Comité syndicale européen de l'éducation (CSEE), depuis 2005 le processus de Bologne comporte des objectifs sociaux. Mais pour l'essentiel, ce processus participe à la mise en place d'un marché mondial de l'enseignement supérieur, et à une instrumentalisation de l'enseignement supérieur par les grandes entreprises et pour la compétitivité économique de l'UE et de ses États membres.

Comme toute guerre, la guerre économique est dévastatrice. La recherche et l'enseignement supérieur ne sont pas épargnés, au contraire. De plus et surtout, la société dans son ensemble est victime d'une certaine dévastation de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR). C'est pourquoi, pour le SNESUP-FSU et pour ma fédération syndicale la FSU, une priorité est la mobilisation contre les traités dits de libre échange et pour un mode d'échanges solidaire entre l'UE et les autres régions et nations du monde, un mode d'échanges fondé sur des objectifs sociaux et environnementaux.

### **La position des syndicats européens**

Le constat d'une dégradation de l'enseignement supérieur, et plus encore de la recherche, est partagé par le CSEE. Le CSEE est la fédération européenne des syndicats de l'éducation. Ainsi, le CSEE a adopté une résolution lors de son congrès de Budapest, en novembre 2012, une résolution où il adresse une alerte : « des problèmes et des urgences surviennent à l'échelle internationale : par exemple la dégradation rapide de l'environnement et du cadre de vie de l'humanité, ou encore l'aggravation de la faim dans le monde. De manière

plus générale, nos sociétés sont confrontées à des difficultés qui gagnent sans cesse en complexité. La recherche et l'éducation ont ici un rôle fondamental à jouer, dans la quête de solutions et dans leur mise en œuvre. Cependant, l'ESR n'est pas en mesure de fournir ses réponses et ses solutions car il est frappé par la réduction des dépenses publiques, par la mise en œuvre et l'ingérence dans les établissements d'ESR des modèles de gestion importés du secteur privé, de la concurrence, de la recherche du profit et de la philosophie du marché. »

Deux ans plus tard, le 13 octobre 2014, le CSEE a adopté un appel émis par ses syndicats du secteur de l'ESR. Cet appel constate que partout en Europe, les politiques de l'ESR donnent lieu à :

- « - un nombre de plus en plus important d'emplois précaires et une dégradation des conditions de travail,
- une perte de liberté académique,
- une attaque contre les fondements même de la recherche. »

Cet appel fait le constat que :

« Le nombre d'emplois scientifiques stables diminue. Le recrutement se tarit. Les départs à la retraite sont repoussés. La précarité est partout et les jeunes chercheurs et enseignants de l'enseignement supérieur en sont les premières victimes, un grand nombre d'entre eux sont contraints de renoncer à une carrière académique. Le potentiel d'éducation et de recherche de l'Europe est menacé et cela conduira à un affaiblissement de son potentiel de recherche et de R&D. »

Puis il poursuit :

« L'enseignement supérieur et la recherche sont les victimes des politiques d'austérité, notamment dans les pays du sud, du centre et de l'est de l'Europe. Les syndicats membres du CSEE soutiennent les actions menées par les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche, par exemple :

« Science en Marche » en France, « Carta por la ciencia » et « Marea Roja » en Espagne, « Per la scienza, per la cultura » en Italie, « Manifesto em favour do emprego científico » au Portugal et « Scrisoare către Prim-ministrul Ponta » en Roumanie.»

Il demande « aux institutions de l'UE et à chaque pays d'Europe de prendre des mesures en faveur :

- d'une solidarité au sein de l'UE et dans toute l'Europe qui permettra un développement équilibré de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- d'un plan de recrutement pluriannuel ambitieux pour les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche, fondé sur un emploi sûr, qui est une condition préalable à une éducation de qualité ;
- d'une augmentation significative du financement de base des établissements/organismes de recherche et des établissements d'enseignement supérieur ;
- d'une politique favorable au développement de tous les domaines de la recherche, qui garantisse la diversité des sujets et des approches de la recherche, le respect des méthodes et des temporalités de la de recherche, ainsi que de la liberté académique des personnes, des établissements d'enseignement supérieur et des instituts/organismes de recherche ;
- d'une politique visant à supprimer les inégalités, en particulier dans le domaine de l'égalité des sexes ;
- du rétablissement et du développement d'une approche démocratique et d'un esprit d'équipe au sein des établissements d'enseignement supérieur et des instituts/organismes de recherche. »

En conclusion, dans cet appel les syndicats de l'ESR membre du CSEE appellent « tous les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche de nos pays respectifs à se mobiliser pour des journées ou périodes communes d'action à organiser avant la Conférence ministérielle du processus de Bologne, qui se tiendra à Erevan, en Arménie, les 14 et 15 mai 2015. » **Cet appel est historique, car c'est la première fois dans l'histoire de l'Europe que la structure syndicale européenne appelle à une mobilisation commune dans le secteur de l'ESR. Il nous reste six mois pour, ensemble, préparer et réussir cette mobilisation.**